

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 24 (1987)  
**Heft:** 871

**Artikel:** Université de Genève : un prof sans examen est un prof mort  
**Autor:** Delley, Jean-Daniel  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1019739>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 06.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

■ (cjp) Combat d'arrière-garde, le dépôt par l'Union suisse des arts et métiers (USAM) du référendum contre la révision de la loi sur l'assurance maladie vi-se avant tout l'assurance maternité, et ceci quoi qu'en disent les groupements patronaux vaudois. Si un droit social acquis depuis plus de quarante ans et jamais concrétisé n'était pas en cause, la situation serait presque cocasse: au début des années quarante, l'USAM était partie prenante du comité d'initiative pour "les droits de la famille", un texte qui fut retiré au profit du contre-projet instituant précisément... l'assurance maternité.

### Quand l'USAM était encore "progressiste"

Présidé par le futur Conseiller fédéral valaisan Joseph Escher, le comité d'initiative voulait faire inscrire dans la Constitution des dispositions visant à "poser les fondements du statut familial, placer la famille au centre de la législation sociale, assurer la sécurité matérielle de la famille et réfréner le surpeuplement des villes".

Près de cinquante groupements de droite et du centre appuyaient la demande d'initiative. Parmi ces partisans du "plus d'Etat fédéral", on découvre avec quelque étonnement, outre l'USAM, le Redressement national, le parti radical soleurois ou le parti national démocratique de Genève (actuellement parti libéral). L'initiative recueillit près de 169 000 signatures valables (toutes masculines évidemment). Elle fut retirée en faveur du contre-projet fédéral, accepté par le peuple et les cantons le 25 novembre 1945.

ENQUETE SUR LE PASSE DE WALDHEIM

## L'armée suisse franchit le Vorarlberg

■ (jcf) La coopération militaire austro-suisse se porte bien. A preuve l'appel officiel de Vienne à l'historien bernois Hans-Rudolf Kurz pour créer et présider une commission internationale d'enquête sur le passé du Président fédéral Kurt Waldheim. La Suisse inscrit ainsi à son actif un chapitre nouveau des services qu'elle a rendus en tant qu'Etat neutre aux belligérants durant la Seconde guerre mondiale. L'enquête sera délicate en raison de la sensibilité d'une fraction non négligeable de l'opinion publique dans les pays occidentaux au rappel d'un passé terrible. En raison aussi du contexte international où la question juive, qu'on le veuille ou non, est devenue aujourd'hui celle des rapports d'Israël avec ses voisins. En raison enfin de l'état des archives et de la nature même des faits reprochés.

Pour la mener à bien, un spécialiste de 72 ans, auteur de plusieurs ouvrages et articles sur la Suisse durant la guerre et sur l'armée suisse; et deux questions.

A l'évidence, la commission ne pourra s'interroger sur le fait que malgré les documents déposés aux Nations Unies et les poursuites ouvertes contre lui à l'époque, les grandes puissances ont

soutenu la nomination et le renouvellement de Waldheim au poste de secrétaire général des Nations Unies. Que savaient-elles? Qu'attendaient-elles de cet homme? Cet aspect de l'affaire Waldheim n'est-il pas le plus étonnant, le plus intéressant?

Historien connu, Hans-Rudolf Kurz a aussi été le porte-parole du Département militaire fédéral; il demeure le gardien vigilant du culte du général Guisan comme l'ont prouvé de récents débats. Ce passé du III<sup>e</sup> Reich, où la folie a si souvent croisé la normalité, où le courage et l'horreur ont parfois fait bon ménage, apparaît aujourd'hui aux générations qui ne l'ont pas vécu consciemment comme un monde incompréhensible, qu'il convient donc de démonter impitoyablement pour en chercher le sens. Les contemporains de l'événement, eux, ont en général tendance, et c'est inévitable, à le normaliser plus vite, à l'admettre sous réserve d'inventaire, et encore.

En désignant un expert à la compétence évidente, mais en même temps un contemporain aux certitudes assurées, personne n'a pris de risque en l'affaire. Ni à Vienne, ni à Berne. Est-ce cela qui était recherché?

UNIVERSITE DE GENEVE

## Un prof sans examen est un prof mort

■ (jd) Le dernier discours du recteur de l'Université de Genève a suscité quelques remous. Une fois n'est pas coutume. Domaine Public (no 868) s'est fait l'écho des propositions émises à cette occasion, touchant à la durée des études au collège comme à l'université. Au-delà du coup de gueule du recteur, des réactions partisans et personnelles, que dire de l'idée d'une maturité à 17 ans et d'un doctorat à 25 ans?

En soi, et sans entrer dans le détail des difficultés pratiques qu'elle soulève, la diminution de la durée des études peut

parfaitement s'inscrire dans la politique de démocratisation et de modernisation suivie par le canton de Genève.

L'exigence de qualité, sans laquelle il n'y a pas d'égalité des chances, devra alors être maintenue grâce à un système souple d'options et de niveaux, une pédagogie ouverte aux technologies de la communication et des programmes mis à jour. Dans un canton comme Genève, dont le taux de bacheliers est double de celui de la Suisse, on ne peut délibérément diminuer le niveau de formation; sans quoi, très vite, l'enseignement

## Doucement dans les virages

■ (mam) "Lausanne a-t-elle raté le virage des transports publics?" Pour le conseiller d'Etat, le municipal et le directeur des TL invités jeudi 2 juillet par le cercle de la presse, la réponse est unanime: c'est non.

Les trolleybus de nos villes transportent aujourd'hui 69% des voyageurs qui ont recours aux transports publics sur l'ensemble de la Suisse. Or la Confédération les néglige. Si Zurich peut s'offrir la S-Bahn et Genève la liaison avec Cointrin, c'est grâce à l'argent des CFF. La somptueuse gare de Berne a été partiellement financée par les PTT. Lausanne bénéficiera tout de même de la manne fédérale pour construire le TSOL (parce qu'il reliera l'EPFL à la ville) et pour prolonger la voie du LEB (intégré à Rail 2000). Les problèmes sont donc d'ordre financier, car l'état d'esprit, selon Jean-Pierre Kallenbach, directeur des TL est aujourd'hui favorable aux trolleys.

"Être opposé à la route ne veut pas forcément dire être favorables aux transports publics", estime le municipal Jean-Daniel Cruchaud. Quelques chiffres glânés au cours de cette réunion semblent lui donner raison: la répartition transports privés — transports publics à Lausanne joue à

4 contre 1 pour les premiers, tandis que 46% des citadins interrogés par les TL prétendent qu'ils n'auront jamais besoin de leurs services dans le futur. Si 42% des déplacements s'effectuaient en train, en tram ou en trolley en 1960, cette proportion est tombée aujourd'hui à 18%.

M. Cruchaud attend une vague de fond populaire en faveur des TL, il ne perçoit aujourd'hui que des "vaguelettes". On se souvient pourtant qu'il fut l'un des artisans du projet de fermeture de trois rues du centre ville (réalisé prochainement) au profit des piétons et des TL.

Le conseiller d'Etat Marcel Blanc pense également que les magistrats doivent proposer des solutions; les procédures de décisions sur les problèmes d'urbanisme souffrent de trop de longueurs. "Nous sommes peut-être victimes d'un excès de démocratie", a-t-il dit.

Concernant l'interminable feuilleton de la plate-forme du Flon, les trois orateurs sont d'accord: rien ne se fera sans un projet solide de gare des transports publics. Pour M. Kallenbach, c'est dans cette zone que Lausanne pourrait rater un virage négocié actuellement "avec une célérité qui dispense les usagers du port de la ceinture".

public sera supplanté par le secteur privé.

La diminution de la durée des études est également compatible avec la revendication des enseignants pour l'amélioration de leurs conditions de travail — notamment l'effectif des classes — et de leur perfectionnement professionnel.

Ainsi les suggestions du recteur, même si elles peuvent se révéler globalement positives pour l'économie — ce qui reste à prouver — n'entraîneront pas automatiquement des réductions budgétaires, contrairement à ce que certains ont pu penser.

Tout changement dans la politique de la formation est affaire de longue durée; les manœuvres politiciennes,

même dans le vent de l'actualité, ne sont pas de mise dans ce domaine.

En proposant de façon provocante le doctorat à 25 ans, le recteur Guenin a lancé un pavé en forme de norme de référence. Il aurait pu prolonger son propos en évoquant les plans d'étude des licences et des diplômes, gonflés par la création de nouvelles branches correspondant à la nomination de professeurs: chacun sait en effet que pour justifier un nouveau poste il faut se prévaloir d'un effectif d'étudiants à enseigner; sans examen à faire passer, pas d'enseignant!

Quatre ans à la tête de l'Université n'ont pas suffi apparemment pour lui permettre de faire appliquer ces excellentes recommandations.

Candidats pressentis pour le rachat du groupe Jean Frey (1100 employés, chiffre d'affaires de 190 millions): Ringier (2958 employés, 612 millions) et le groupe Tages Anzeiger (1465 employés, 379 millions). Du travail en perspective pour la Commission des cartels. Kurt Schüle, radical schaffhousois, a interpellé le Conseil fédéral à ce sujet.

Le magazine français *Médias* livre quelques indications sur la marche du mensuel *Emois* dans l'Hexagone. La campagne de lancement publicitaire a été confiée à l'agence DDB, avec un budget de dix millions de francs français. Si les ventes dépassent les prévisions, les annonceurs tardent encore à répondre à l'appel.

## MEDIAS

Les brouillages successifs de Radio Acidule par une station savoyarde puis par la Voix de l'Amérique ont permis au quotidien *24 heures* de rompre le mutisme qu'il entretient soigneusement au sujet de la petite radio lausannoise. L'information était également disponible dans le *Tages Anzeiger*.

L'hebdomadaire *La lutte syndicale*, organe de la FTMH, quitte l'imprimerie coopérative de La-Chaux-de-Fonds pour venir aux Imprimeries Populaires de Lausanne. C'est l'occasion pour le plus "complet" des journaux syndicaux (il est le seul à contenir régulièrement des informations internationales, culturelles, etc ...) de s'offrir un rajeunissement de présentation.

"Ds Regi geit de Dialäkte nache", en clair le Journal régional de la Radio alémanique de Berne part à la recherche des dialectes. Les émissions de juillet seront réalisées dans des communes de la région couvertes par l'émetteur: Berne, Fribourg et Haut-Valais. Bien entendu, le dialecte de chaque localité sera à l'honneur, ce qui permettra aux amateurs d'apprécier les différences, parfois considérables.